

## Israël : de scandale en scandale<sup>1</sup>

*Un président qui se met « en congé », pressé par le Premier ministre de dégager. Celui-ci qui traîne quelques bruyantes casseroles. Après que le chef d'état-major de l'armée a démissionné. Tout cela fait désordre dans un Etat déjà largement en proie au doute.*

Le président israélien Moshé Katsav, cas inédit, se retrouve inculqué de viol et autres agressions sexuelles à l'encontre de plusieurs de ses collaboratrices. Après s'être défendu avec colère en parlant de « mensonges horribles et malfaisants », l'homme s'est montré au bord de la crise de nerf. Accusant les enquêteurs et les médias – « *petite clique élitiste* » - de tous ses malheurs, avant de promettre de « *combattre, jusqu'à son dernier souffle, même si cela signifie une guerre mondiale pour laver mon nom.* ». La Cour suprême a offert à M. Katsav une dernière possibilité de faire valoir ses arguments avant l'inculpation. Mais Ehoud Olmert a rapidement réagi. « *Dans ces circonstances (...), je n'ai aucun doute sur le fait que le président ne peut continuer à exercer ses fonctions (à vrai dire fort symboliques, ndlr) et doit quitter la présidence* », a-t-il dit, soutenu par les chroniqueurs qui se demandent s'il « *n'est pas devenu fou* », d'anciens présidents et le gouvernement.

Or, d'autre part, le procureur d'Etat, Eran Shendar, a décidé d'ouvrir une enquête criminelle contre le Premier ministre, des indices laissant croire qu'il aurait usé de son influence lorsqu'il était aux finances pour favoriser deux de ses amis dans la privatisation de la seconde banque du pays. Il s'agirait là d'un délit d'initié. Mais M. Olmert se dit serein, même si d'autres affaires entachent sa réputation, comme la vente d'un bien immobilier laissant supposer un financement occulte.

### Carrière finie ?

Les tuiles s'accumulent. Autre première dans l'histoire d'Israël, le chef d'état-major, Dan Halutz, durant l'incursion au Liban, a démissionné de lui-même après l'échec de la guerre... et parce qu'il s'était débarrassé d'un certain nombre d'actions, sachant que les cours allaient chuter. Résultat de tout cela ? Selon un récent sondage, 14 % des Israéliens seulement soutiennent Olmert, dont le parti centriste Kadima perdrait près des deux tiers de ses sièges si des élections étaient organisées aujourd'hui. Une majorité d'Israéliens estiment qu'Ehud Olmert ainsi qu'Amir Peretz, le ministre de la Défense, doivent eux aussi démissionner. Le quotidien *Maariv* souligne qu'après le départ de Dan Halutz « *c'est désormais au tour d'Amir Peretz de quitter ses fonctions pour permettre à l'armée de s'engager dans une nouvelle voie. Quant à Olmert, c'est à l'opinion publique de juger.* »

Hanan Cristal, commentateur politique de la radio publique, a estimé que le sort d'Ehud Olmert et celui de son parti Kadima, composé pour l'essentiel d'anciens membres du Likoud (droite) et de transfuges du Parti travailliste ne font qu'un. Même des responsables de cette formation de centre-droit, formée de bric et de broc et qui s'est présentée pour la première fois l'an dernier aux élections, estiment qu'Olmert devrait se retirer et laisser Tzipi Livni, l'actuelle ministre des Affaires étrangères, la seule épargnée par les sondages, accéder au pouvoir. Les partis d'opposition de droite et de gauche estiment que le Premier ministre devrait quitter ses fonctions sans même attendre les conclusions de la commission d'enquête

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 305 du *Journal du mardi*, 30 janvier 2007

officielle Winograd sur la guerre du Liban, qui doivent être rendues publiques au début février.